

Optimiste pour le français !



Vincent Geloso

L'auteur est candidat au doctorat en histoire économique à la London School of Economics

Depuis quelques temps, les appels à restreindre le nombre d'immigrants admis annuellement au Québec au nom de la protection du fait français se sont intensifiés. Ces appels se fondent dans la croyance que la langue française serait menacée. Ces craintes ont été alimentées davantage par la nomination d'un juge unilingue anglophone à la Cour Suprême ainsi que par celles du vérificateur-général du Canada et d'un membre de la direction de la Caisse de Dépôt et Placements du Québec avec les mêmes limitations linguistiques. Selon les partisans de cette proposition, la réduction du nombre d'immigrants admis permettrait de mieux intégrer ceux qui sont déjà présents. Grâce à l'entente que le Québec a conclue avec gouvernement fédéral, entente lui permettant de sélectionner ses immigrants en fonction de ses propres besoins, une telle réduction du nombre des nouveaux immigrants serait tout à fait possible.¹

Néanmoins, une étude approfondie des faits devrait nous pousser à être optimistes et à ne pas voir dans les immigrants une menace pour l'avenir du français. Après tout, les immigrants - qui ont rarement le français ou l'anglais comme langue maternelle et sont donc des « allophones » - n'ont jamais été aussi nombreux à préférer le français comme langue d'usage et langue d'enseignement. La connaissance du français progresse également chez les anglophones de langue maternelle. Ces progrès sont dus à l'attrait économique et social puissant que le français exerce au Québec.

Ce bulletin est publié par



L'IDÉE FÉDÉRALE

Réseau québécois de réflexion
sur le fédéralisme

11-38, Place du Commerce, bureau 189
Montréal (Québec) H3E 1T8
Téléphone : 514 889-1499
www.ideefederale.ca
info@ideefederale.ca

¹ Québec. Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles. 1991. *Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*. Québec : Ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles.

Les allophones et surtout les nouveaux arrivants découvrent très vite la puissante attraction économique que possède la langue française.

Les progrès du français sont indéniables

En consultant les données du dernier recensement, on remarque que parmi la population allophone du Québec, 24 % utilisent le français comme langue principale à la maison. Cette proportion est en hausse depuis 1996 alors qu'elle se situait à 17 %. Lorsque des transferts linguistiques s'effectuent, la majorité (51 %) opte pour le français, ce qui n'était pas le cas en 1996 alors que seulement 39 % des transferts s'effectuaient vers le français.² Parmi les allophones immigrants qui parlent l'une des deux langues officielles à la maison, 75 % de ceux arrivés entre 2001 et 2006 optent pour le français. En plus, chez ceux qui ont l'anglais pour langue maternelle, le taux de bilinguisme du français est passé de 61,7 % à 68,9 % entre 1996 et 2006. Cette augmentation se compare à une hausse de 6,9 % à 7,4 % dans le reste du Canada excluant le Québec. Il ne faut pas s'attendre à ce que les immigrants allophones abandonnent en majorité leur langue maternelle, mais l'observation des choix qu'ils font à l'égard des langues officielles nous permet de constater qu'ils préfèrent le français.

Une autre étude, publiée celle-là par l'Office de la Langue Française, confirme cette tendance.³ En 1991, 68,6 % des Québécois ayant une langue « tierce » (autre que le français ou l'anglais) connaissaient le français. En 2006, cette proportion était passée à 75,3 %. De surcroît, cette même étude constate un progrès équivalent de la connaissance du français chez les anglophones. Alors que seulement 60,7 % d'entre eux connaissaient le français en 1991, cette proportion avait grimpé à 70,3 % en 2006.

Notons que ce sont surtout les jeunes allophones et anglophones qui apprennent le français. Pour constater ce fait, il suffit de regarder le choix que les jeunes allophones font lorsqu'ils ont le droit pour la première fois de choisir leur langue d'enseignement au niveau collégial. Les chiffres diffèrent selon les études, mais la tendance est claire : une proportion grandissante des étudiants de cégeps ayant une langue d'usage différente que le français ou l'anglais opte pour le CÉGEP en français. Selon le Conseil Supérieur de la Langue Française, cette proportion est passée de 37 % en 1998 à 69 % en 2009.⁴ Ceci concorde avec la tendance observée avant 1998 puisqu'il y avait seulement 16 % des étudiants collégiaux allophones qui optaient d'aller au CÉGEP en français en 1981 comparativement à 43 % en 1998.⁵

Ces progrès de langue française auprès des allophones – la majeure partie étant des immigrants – se font au détriment de la langue anglaise. La connaissance de la langue anglaise chez ces derniers a stagné à 67,5 % entre 1991 et 2006.⁶

Comment expliquer ces progrès ?

Les allophones et surtout les nouveaux arrivants découvrent très vite la puissante attraction économique que possède la langue française. Ces derniers constatent que la connaissance du français est un incontournable afin de s'assurer un revenu et un emploi décents.

² Canada. Statistiques Canada. 2006. *Portrait linguistique en évolution, recensement de 2006*. Ottawa : Statistiques Canada.

³ Québec, Office Québécois de la Langue Française. 2008. *Rapport sur l'Évolution Linguistique du Québec : 2002-2007*. Québec : Office Québécois de la Langue Française, p.29.

⁴ Québec, Conseil Supérieur de la Langue Française. 2011. *La langue d'enseignement au CÉGEP*. Québec : Ministère responsable de l'application de la Charte de la langue française.

⁵ Mona Chéhadé, Denyse Lemay, Éléonore Antoniadès, Françoise Armand, Patricia Lamarre. 2000. *La réussite en français des allophones au collégial : constat, problématique et solutions*. Montréal : Immigration et Sociétés.

⁶ Op cit. note 3, p.29

Tableau 1
Pourcentage d'employeurs de langue française pour l'ensemble de l'économie ainsi que le secteur de la finance selon les années.

	Tous les secteurs	Secteur de la finance
1961	47,1 %	25,8 %
1978	54,8 %	44,8 %
1991	65,1 %	53,7 %
2003	67,1 %	60,3 %

Source : François Vaillancourt, Dominique Lemay et Luc Vaillancourt. 2007. "Laggards no more: The Change Socioeconomic status of Francophones in Quebec". Toronto: C.D. Howe Institute.

Ceci s'explique par la francisation du milieu des affaires depuis les années 1960 alors que le centre-ville de Montréal représentait un îlot anglophone avec un pouvoir démesuré sur la vie économique du Québec. Toutefois, depuis les années 1970, les francophones sont devenus de plus en plus propriétaires de l'économie. En considérant les compagnies étrangères présentes, la majorité des employeurs en 1961 étaient des non-francophones. En 1978, les francophones étaient devenus « propriétaires » d'environ 54 % de l'économie. En 2003, on parlait de plus de 67 %. Cette hausse est particulièrement prononcée dans le secteur de la finance – secteur où on devrait s'attendre à une prépondérance anglophone – où cette statistique est passée de 26 % en 1961 à 45 % en 1978 à 61 % en 2003.⁷

En plus, six des dix plus grandes entreprises privées ont des président-directeurs généraux francophones.⁸ Même un petit coup d'œil vers les noms des grands cabinets d'avocats nous indiquent une forte présence du français dans le monde des affaires : Fasken Martineau DuMoulin, McCarthy Tétrault, Fraser Milner Casgrain, Dunton Rainville, Borden Ladner Gervais et Langlois Kronström Desjardins.

Cette croissance de la force économique des francophones s'est traduite par une augmentation de l'attrait économique de la langue française. Conformément à ce que prédit la littérature scientifique en économie, une meilleure connaissance de la langue prédominante de leur société d'accueil par les immigrants augmente considérablement le revenu de ces derniers.⁹

Dans les faits, selon Statistiques Canada, c'est au Québec que les immigrants déclarent le plus souvent (53 %) que l'obtention d'un emploi approprié représente leur plus grande difficulté.¹⁰ Dans cette même étude, Statistiques Canada conclut que « pour les immigrants du Québec, apprendre ou améliorer la langue de la minorité, soit l'anglais, semble tout aussi important que d'apprendre ou d'améliorer la langue de la majorité, le français ».¹¹ Ceci expliquerait pourquoi alors que seulement 55 % des immigrants ont déclaré bien parler ou très bien parler le français dans les six mois suivant leur arrivée, ils étaient 73 % à le faire quatre ans après leur arrivée. Ceci expliquerait aussi pourquoi ces derniers ont davantage tendance à parler couramment les deux langues officielles en plus de leur langue maternelle.

La force d'attraction économique du français au Québec s'observe tout particulièrement dans le lien entre la croissance des salaires et les connaissances linguistiques. Selon l'économiste François Vaillancourt de l'Université de Montréal, entre 1970 et 2000, tant chez les hommes que chez les femmes, ce sont les unilingues anglophones qui ont vu leurs revenus (non ajustés pour l'inflation) augmenter le plus lentement. Chez les hommes, ce

⁷ François Vaillancourt, Dominique Lemay et Luc Vaillancourt. 2007. "Laggards no more: The Change Socioeconomic status of Francophones in Quebec". Toronto: C.D. Howe Institute.

⁸ <http://www.lesaffaires.com/classements/les-500/liste>

⁹ Christian Dustmann et Francesca Fabbri. 2003. "Language proficiency and labour market performance of immigrants in the UK". *Economic Journal* Vol. 113, p. 695-717.

¹⁰ Chantal Grondin. 2005. *Connaissance des langues officielles chez les nouveaux immigrants : à quel point est-ce important sur le marché du travail*. Ottawa : Statistiques Canada, p.12

¹¹ *Ibid*, p.6

Tableau 2
Salaires selon le sexe et la langue
non ajustés pour l'inflation
entre 1970 et 2000

	1970	2000	Changement en %
Hommes anglophones unilingues	8 171 \$	34 097 \$	+ 317 %
Hommes anglophones bilingues	8 938 \$	38 745 \$	+ 333 %
Hommes francophones unilingues	5 136 \$	29 665 \$	+ 478 %
Hommes francophones bilingues	7 363 \$	38 851 \$	+ 428 %
Femmes anglophones unilingues	3 835 \$	23 002 \$	+ 500 %
Femmes anglophones bilingues	3 956 \$	26 247 \$	+ 563 %
Femmes francophones unilingues	3 097 \$	20 786 \$	+ 571 %
Femmes francophones bilingues	3 842 \$	26 644 \$	+ 593 %

Source : François Vaillancourt, Dominique Lemay et Luc Vaillancourt. 2007. "Laggards no more: The Change Socioeconomic status of Francophones in Quebec". Toronto: C.D. Howe Institute.

sont les unilingues francophones qui ont connu l'augmentation la plus rapide alors que chez les femmes, ce sont plutôt les bilingues francophones.¹² Ceci indique que le français a augmenté son pouvoir d'attrait sur l'anglais sur le marché de l'emploi.

Cet « avantage économique » à long terme du français observé par Vaillancourt a été confirmé dans d'autres études économiques. En effet, alors que les anglophones possédaient un avantage relativement aux francophones en 1970, il semble que cet avantage se soit considérablement effrité notamment à cause d'une baisse de la demande pour des travailleurs de

langue anglaise, particulièrement ceux qui sont unilingues.¹³ En fait, depuis 2000, il semble que la connaissance du français produise un avantage salarial supérieur à la connaissance de l'anglais dans le secteur privé.¹⁴

Une autre étude, publiée par l'Office de la Langue Française, qui tient des différences au niveau de l'éducation, de l'expérience de travail, les heures travaillées et de l'état matrimonial pour les hommes seulement abonde dans la même direction.¹⁵

Conclusion

C'est cette force d'attraction économique du français qui explique les progrès récents du français auprès des allophones. Lorsqu'un individu quitte sa société d'origine pour le Québec, il cherche d'abord et avant tout à améliorer son sort. Ce dernier, en découvrant la valeur du français pour obtenir un revenu plus élevé, cherchera à obtenir une connaissance plus grande de la langue et il cherchera probablement à transmettre cette connaissance à ses enfants afin que ceux-ci puissent bénéficier des mêmes opportunités. En somme, les immigrants s'intègrent par la voie de l'économie et réduire le nombre de nouveaux admis ne fera que nous priver de travailleurs qui pourraient contribuer à l'essor de l'économie du Québec.

Avons-nous malgré tout des raisons de nous inquiéter pour l'avenir du français ? Bien sûr, le statut minoritaire du français en Amérique du Nord nous portera toujours à rester vigilants. Toutefois, il existe des politiques publiques bien plus susceptibles de protéger le fait français à long terme que la réduction des seuils d'immigration. Par exemple, en favorisant l'accès au marché du travail et à l'entrepreneuriat, il sera plus facile pour les immigrants de s'intégrer économiquement et par conséquent d'apprendre le français. Tout indique que nous devrions être optimistes et regarder l'avenir du français avec confiance plutôt que d'être craintifs et pessimistes !

¹² François Vaillancourt, Dominique Lemay et Luc Vaillancourt. 2007. "Laggards no more: The Change Socioeconomic status of Francophones in Quebec". Toronto: C.D. Howe Institute.

¹³ David Albouy. 2008. "The Wage Gap Between Francophones and Anglophones: a Canadian Perspective". Canadian Journal of Economics, Vol. 41, no.4 p. 1211-1238.

¹⁴ Serge Nadeau. 2009. "Another Look at the Francophone Wage Gap in Canada : Public vs Private Sector, Quebec vs Outside Quebec". Document de travail, Ottawa: Département des sciences économiques de l'Université d'Ottawa.

¹⁵ Nicole Béland, Éric Forgues et Maurice Beaudin. 2008. *Évolution du salaire moyen des hommes de langue maternelle française ou anglaise au Québec et au Nouveau-Brunswick, 1970-2000*. Québec : Office Québécois de la Langue Française.